

Madame la Directrice Académique, Mesdames et Messieurs les membres de cette formation spécialisée,

L'année scolaire qui s'achève a été marquée par la très forte mobilisation des personnels de l'Éducation Nationale contre la réforme des retraites. Comme un très grand nombre de Français, ils ont dit non au recul de l'âge de départ en retraite. Les difficultés sans cesse croissantes auxquelles ils font face dans leur métier ne leur permettent pas d'envisager un allongement de leur temps de travail qui aura nécessairement un impact sur leur santé.

En effet, dans l'Éducation nationale, les suppressions de postes et fermetures de classes ainsi que les réformes et déclarations ministérielles dans les médias dégradent davantage nos conditions de travail et sèment l'inquiétude et la colère dans les écoles et les établissements.

Dans notre département, cela se traduit pour la rentrée prochaine à 19 suppressions de postes dans le 1^{er} degré et 33 fermetures de classes. De même, nous dénonçons le plan Collèges 2050 qui prévoit la fermeture de plusieurs établissements, même si le conseil départemental semble avoir fait marche arrière pour certains d'entre eux. Pour le département comme pour Mme la DASEN, la fermeture à la rentrée 2024 du collège R. Migaud de L'Absie est actée.

La **FNEC-FP FO79** soutient les enseignants et les parents qui s'y opposent.

L'Éducation Nationale traverse une crise sans précédent dans l'histoire de notre pays. Jamais auparavant, l'institution n'avait fait face à une telle pénurie de recrutement. Jamais auparavant, les enseignants n'avaient fait face à tant d'agressions physiques ou verbales de la part d'élèves en incapacité à se conformer aux règles d'une scolarisation en milieu ordinaire, ou de leur famille. Il n'y a qu'à lire le nombre impressionnant de RSST renseignés par des collègues qui tirent quotidiennement la sonnette d'alarme.

Depuis le 15 mai 2023, pas moins de 59 signalements RSST supplémentaires :

- 15 pour violences de la part d'élèves ;
- 7 pour violences de la part de parents ;
- 24 signalements pour des relations difficiles entre personnels dans les établissements scolaires ;
- 12 pour du matériel ;
- 1 pour refus de temps partiel.

Jamais auparavant les enseignants n'avaient été confrontés à une perte de pouvoir d'achat qui s'élève à 25% depuis l'année 2000, obligeant certains à renoncer à des soins de santé trop onéreux.

Face à cette situation de crise sans précédent, le ministre n'a pour réponse que la mise en place du « Pacte ». Le rejet des personnels est massif car non, le

pacte n'est pas une revalorisation. C'est une attaque contre les statuts, seule garantie de l'objectif d'égalité de l'instruction publique républicaine.

La **FNEC-FP F079** revendique le retrait du « Pacte » du ministre Ndiaye.

Les **AESH** et les **AED** étaient en grève le 13 juin pour dire **NON** à la fusion de leurs métiers et pour la reconnaissance d'un statut. Car avec l'acte 2 de l'école inclusive, le président Macron et le ministre Ndiaye prévoient ni plus ni moins la disparition des AESH.

On aurait pu se demander si ce gouvernement allait enfin intervenir pour le respect des notifications de la MDPH, pour les créations de postes dans les structures et dispositifs spécialisés, pour que soient ouvertes des places dans les établissements médico-sociaux ? S'il allait attribuer les moyens pour réabonder les RASED ? S'il allait revenir sur la politique de culpabilisation des collègues ? Si le ministre allait prendre la mesure de la catastrophe en cours ? Eh bien non, la solution du ministère à la situation intenable repose toujours sur des moyens insuffisants et désormais uniquement sur des adaptations pédagogiques ou sur la formation des enseignants.

La **FNEC-FP F079** estime que les considérations budgétaires ne peuvent imposer la poursuite de la maltraitance institutionnelle des élèves et des personnels, et l'achèvement du démantèlement des structures spécialisées, au nom d'une école inclusive à tout prix et érigée en dogme pour répondre aux injonctions de l'ONU.

Alors, non, nous ne tournons pas la page, et restons bien déterminés à mettre en échec ce gouvernement.

Pour toutes ces raisons, la **FNEC-FP FO** revendique :

- l'abrogation de la réforme des retraites Macron-Borne.
- l'abandon de la réforme du collège Ndiaye et du « pacte ».
- l'abrogation du bac Blanquer et le retour à des épreuves nationales, anonymes et terminales.
- le retrait de la réforme de la voie professionnelle qui va supprimer des filières et des postes d'enseignants et sacrifier une partie de la jeunesse .
- l'abandon de l'expérimentation ANDJARO, le recrutement de personnels statutaires pour mettre un coup d'arrêt à la pénurie de remplaçants, d'enseignants et personnels des RASED...
- l'augmentation indiciaire pour tous les personnels, pas seulement les enseignants, et en particulier les personnels les plus en difficulté (AESH, AED...) sans contrepartie, à minima à hauteur de l'inflation pour commencer, et rattrapage des 25 % de pouvoir d'achat perdu en 20 ans.
- la création d'un statut de la Fonction publique pour les AESH, l'abandon des PIAL et de l'Acte 2 de l'inclusion scolaire.

Merci de votre attention.